



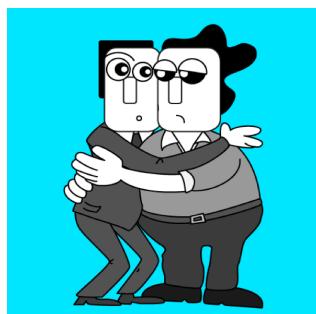
La direction en stage d'observation !



Un CSE où **Isabelle Staes**, nouvelle directrice du réseau, n'a pas dit grand chose. Les élu·es se sont heurtés à un mur de silence de la direction. Alors qu'un grand chamboulement est en cours dans le réseau, les salarié·es sont en attente de réponses.

France 3/France Bleu, proche mais pas rapproché ?!

« *Non, non, non, on ne peut pas parler encore de rapprochement* » martèle **Xavier Riboulet**, responsable des Opérations ICI/France3-France Bleu/Numérique/Région.



Pourtant à Orléans des JRI ou des OPV sont planifiés sur le programme de la matinale de France Bleu, "le baladeur". Si ce n'est pas du rapprochement alors sommes-nous juste une boîte d'intérimaires ? Fait-on juste du prêt de main-d'œuvre ?

Il est temps, très chère direction, de négocier le cadre de ces collaborations avec France Bleu !

Les élu·es, les instances n'ont jamais été informés de quoi que ce soit sur ces méthodes de travail.

Et accrochez-vous pour la suite. En projet, une émission du réseau, la première en collaboration avec France Bleu : "Willy vient déjeuner chez vous". Il s'agit d'une coproduction tripartite entre France Bleu, France 3 et... **une boîte de production extérieure** !

Six numéros de 26' vont être mis en boîte.

Cette émission existe déjà sur France Bleu en version audio. France 3 se charge de l'adapter éditorialement. Le tournage et la fabrication seront confiés à un producteur privé et les finitions, "les miettes" a-t-on plutôt envie de dire, à la Fabrique.

Pourquoi, une fois de plus, les OPV, OPS, Électro sont privés de travail et de l'exercice de leur coeur de métier. ?! C'est donc ainsi que la direction dessine ce rapprochement ?

Sud s'opposera, de toutes ses forces, au recours à des boîtes de production privées ! A bon entendeur. La direction va devoir clarifier ce qu'elle veut faire du personnel technique de cette entreprise.

La commission antennes numérique et linéaire ou une histoire de point de vue.

Concernant les audiences des éditions ICI, la direction peut bien rappeler à coup de communiqués réguliers que les audiences sont extraordinaires, la réalité est toute autre, chiffres à l'appui : le JT soir est regardé en moyenne par 2,4 millions de téléspectateurs, soit 14,3% de part d'audience du lundi au dimanche (chiffres arrêtés au 9 janvier) et réalise une audience proche de l'an passé sur la tranche horaire 19h15-19h55 (-5% de téléspectateurs et une **part d'audience stable**). En comparaison avec le JT national sur le même créneau horaire, la formule Tempo fait légèrement moins. **Xavier Le Fur**, directeur adjoint des études, s'en explique ainsi : « *depuis le 4 décembre, au moment de la transition entre parties régionale et nationale, on note un affaiblissement de la courbe qu'on n'avait pas auparavant. Dès lors que le téléspectateur comprend que quelque chose est terminé, il quitte le programme* ».



A noter que les audiences sont globalement meilleures en semaine que le week-end.

Les locales bénéficient, elles, d'un meilleur créneau et les audiences sont là : en décalant la diffusion de 18h53 à 19h07, les audiences ont aussitôt bondi de 13%, alors que le produit est exactement le même qu'auparavant.

Le sujet qui fâche, alors même que l'on nous a martelé qu'il y aurait davantage de temps d'antenne pour l'information régionale avec le projet ICI, eh bien, il en sera tout autrement pendant la période des Jeux Olympiques, puisque les JT passeront à 30 minutes en juillet/août, période de basse activité et peut-être même à seulement 15 minutes pendant les JO entre le 29 juillet et le 11 août. Tout cela est bien dommageable, alors même que des antennes, comme Marseille par exemple, accueilleront des épreuves olympiques.

Et le traitement de l'info de proximité dans tout ça ?

Sud déplore ces décisions éditoriales aux conséquences multiples pour les téléspectateurs, pour l'emploi et celui des non-permanent·es, en particulier.

[Retrouvez ici l'intégralité du compte-rendu de la commission antennes numérique et linéaire.](#)

Open Média, le déploiement de tous les dangers.

- ▶ Les déploiements déjà réalisés : Orléans; Amiens; Lille; Reims; Nancy + Metz; Nantes + Le Mans; Strasbourg.
- ▶ Déploiements premier semestre 2024 (en cours) : Caen; Rouen + Le Havre; Limoges + Brive; Bordeaux + Pau, Bayonne et Périgueux; Poitiers + La Rochelle; Montpellier + Perpignan et Nîmes; Toulouse + Albi et Rodez; Rennes + Brest.

Le bilan de l'antenne de Reims pose question : la bascule a déjà quelques mois de recul et de nombreux corps de métiers ont été formés. Tout le monde a joué le jeu de la formation et s'est pleinement impliqué. La confrontation à l'outil, un bon outil a priori, censé être un outil stable et qui finalement ne l'est pas. Les personnels ont perdu confiance.



Les scriptes, notamment, regrettent Mona Lisa. Un adage est né dans cette antenne : « *les autres logiciels tombent en panne et Open Média tombe en marche* ». Les bugs, petits, moyens ou gros, sont une épée de Damoclès pour les techniciens et la rédaction. Tous les jours, un cadre technique passe la moitié de sa journée à les réparer, mais les bugs se reproduisent le lendemain. Les causes des problèmes sont une chose, les conséquences toutes autres pour les salarié·es. De l'aveu même du formateur qui exprime : « *je crois pourtant en l'outil, mais on voit bien à quel point il met le personnel en détresse* ».

Reims a même dû contourner Open Média pour faire un JT avec Mona Lisa pour être sûr de travailler dans de bonnes conditions. Du stress palpable pendant une semaine. Open Média calcule les temps, mais comme les salarié·es n'ont pas confiance, les scriptes viennent avec un chrono.

Mr Gons, coordination Technique, recommande vivement de garder le chrono en secours. Il indique également que le fournisseur s'est déplacé à Paris et Amiens. Ce dernier a constaté qu'un certain nombre d'éléments venaient perturber le bon fonctionnement. La plateforme a mis en stand-by certaines actions. Depuis novembre, il y aurait une claire amélioration. Depuis janvier, précise-t-il, « *On est intervenus 15 fois en 20 jours* ».

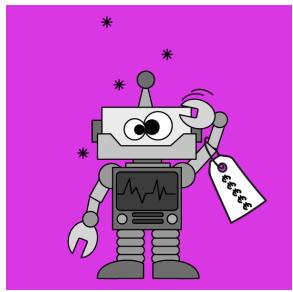
Mickaël Friedrich, directeur de l'exploitation et des moyens du réseau, est satisfait et il le fait savoir : « *ce projet en termes d'accompagnement est exemplaire. Un projet sur un périmètre aussi large avec autant de pratique, il est normal de ne pouvoir tout cadrer au millimètre près.* »

Pourtant, à l'heure du déploiement de cet outil à grande échelle, **Sud** ne cache pas son inquiétude sur les risques psychosociaux à venir.

Overdrive, le très cher jouet de la direction.

Malgré l'échec de l'expérimentation Overdrive, la direction compte rentabiliser les 8 logiciels achetés depuis 2019, pour un total de plusieurs centaines de milliers d'euros.

Plus question pour la direction d'automatiser les tâches : mouvements de caméras, réalisation, lancements de sujets... Désormais, l'objectif est d'utiliser Overdrive pour lancer les synthés, les serveurs...



Dans quelques mois, la direction va faire de nouveaux tests, mais pas question de passer par un accord avec les syndicats, comme lors de l'expérimentation à Strasbourg. La direction souhaite s'appuyer sur la commission "nouvelles technologies". Une commission, qui comme d'autres commissions, n'est que consultative.

Quel va être l'impact sur l'emploi des salarié·es ? Cet automate pourra-t-il prendre la place de certains personnels en régie ? Une fois encore, la direction ne s'est pas engagée à protéger les emplois. C'est justement pour cette raison que **Sud** n'avait pas signé l'accord sur l'expérimentation Overdrive. Ce risque est toujours présent.

[Le compte-rendu de la réunion des référents Overdrive à lire ici.](#)

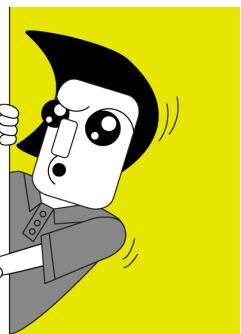
Risque grave en Lorraine.

La direction de Lorraine est venue présenter des réponses aux résolutions du CSE. Une enquête avait été menée à la suite de tensions relationnelles, de violence au travail, mais également à la suite d'une absence de régulation de la direction.

Les réponses sont insuffisantes et ne permettront pas le retour à une ambiance apaisée au sein du BRI. Le climat de travail n'est toujours pas serein. Les élu·es s'inquiètent du fait qu'une enquête conjointe, débutée il y a un an, soit à l'arrêt suite à l'absence non remplacée d'un membre de la direction.

Des salarié·es pourraient être sanctionnés, alors que l'enquête conjointe n'a pas encore été menée. Elle est pourtant nécessaire pour comprendre les causes.

A la locale de Metz, le climat est toujours tendu. Pour tenter de résoudre les problèmes, la direction a organisé avec les salarié·es deux réunions en décembre et janvier dernier. Problème : elles ont été enregistrées sans que les salarié·es soient au courant !!!



Ce point a été l'occasion de parler des sanctions qui peuvent être données aux encadrant·es.

De manière générale, les élu·es regrettent que la direction ne soit pas transparente à ce sujet. Un manque de transparence qui provoque une rupture de confiance et entraîne des conflits.

Prochain CSE les 21 et 22 février

Si vous avez des questions, des doléances, contactez vos élu·es et représentant·es **Sud** au CSE : Nadia Adell, Johanna Albrecht, Pierre-Olivier Casabianca, Romane Idres et Philippe Perrot, ou vos élu·es et représentant·es **Sud** en région.

Retrouvez les comptes-rendus et liminaires **Sud** sur notre site : <https://syndicatsudftv.fr/comite-social-economique/>